

Analyse des profils des partis nationaux en politique de l'éducation

Contribution à la Journée Suisse de l'Éducation 2019

sur mandat de

Dachverband Lehrerinnen und Lehrer Schweiz LCH

Syndicat des enseignants romands SER

Christian Rüefli

Michèle Gerber

Berne, le 28 août 2019

1 Mandat

Dans le contexte des élections fédérales d'octobre 2019, le LCH (Dachverband Lehrerinnen und Lehrer Schweiz) et le SER (Syndicat des enseignants romands) ont chargé le bureau Vatter, recherches & conseils en politique publiques, d'analyser les profils des principaux partis politiques suisses en matière d'éducation. Cette analyse a servi de base à une présentation et aux tables rondes qui ont suivi lors de la Journée suisse de l'éducation 2019. L'objectif était de déterminer quels sont les profils de la politique de l'éducation des partis représentés dans certains thèmes et quels partis ont été impliqués dans ces thèmes pendant la législature en cours dans les parlements au niveau fédéral ou cantonal.

L'accent a été mis sur les sept partis disposant d'un groupe parlementaire à l'Assemblée fédérale (tableau 1).

Tableau 1: Partis analysés

Parti	Sièges à l'Assemblée fédérale (part; 2018)
UDC Union démocratique du centre	70 (29%)
PS Parti socialiste suisse	56 (22%)
PLR Les Libéraux-Radicaux	46 (19%)
PDC Parti démocrate-chrétien	40 (16%)
Les Verts Parti écologiste suisse	12 (4.8%)
PBD Parti Bourgeois-Démocratique Suisse	8 (3.3%)
PVL Parti vert'libéral Suisse	7 (2.8%)

Source: La Confédération en bref 2019, p. 22/23.

2 Analyse des positions des partis

2.1 Démarche

Les programmes et les prises de position spécifiques des sept partis sur la politique de l'éducation traitent d'une variété de sujets ; les chevauchements en termes de contenu sont plutôt limités. Certains partis s'expriment en détail, de manière différenciée et concrète ; d'autres de façon plus concise, fondamentale ou non spécifique. Afin de permettre une comparaison systématique des positions de politique de l'éducation, il était donc nécessaire de définir des domaines thématiques individuels auxquels la comparaison devait se référer. Ceux-ci devaient, dans la mesure du possible, refléter toutes les étapes et tous les niveaux de la politique de l'éducation, être pertinents pour la politique des associations et d'une certaine actualité. En échange avec le bureau de coordination LCH/SER, la liste de thèmes suivante a été établie :

- Accueil extra-familial pour enfants et accueil parascolaire
- Acquisition des langues étrangères

- Formation des enseignants du primaire (cycles 1 et 2)
- Transition I (école obligatoire - secondaire II)
- Égalité des chances
- Universités
- Protection de la santé à l'école

Pour autant que les partis s'expriment sur ces sujets dans leurs programmes, il est difficile de comparer leurs prises de position, leurs objectifs et leurs exigences, car ils se réfèrent souvent à des questions différentes et à des aspects partiels de ces sujets. C'est la raison pour laquelle diverses questions clés ont été formulées pour chaque thème, toujours en collaboration avec le bureau de coordination LCH/SER, sur lesquelles les partis devaient marquer leur degré d'accord.

Les secrétariats des partis nationaux ont reçu ce catalogue de questions en allemand et en français et ont été invités à positionner leur parti sur les dimensions prédéfinies (oui / plutôt oui / plutôt non / non / non) des questions clés d'intérêt. Ils pouvaient également ajouter un commentaire à chaque question clé. La lettre d'accompagnement expliquait le contexte, le but et l'objet de l'enquête tout en attirant l'attention sur la Journée de l'éducation 2019.

Après réception de toutes les réponses, les secrétariats des partis ont reçu une compilation provisoire de tous les résultats pour validation. Ils ont ainsi eu l'occasion de corriger leurs positions ou d'ajouter des commentaires.

2.2 Résultats

Les prises de position validées et les commentaires des partis sont présentés pour les 17 questions clés (commentaires dans leur langue originale) ci-dessous :

Accueil extra-familial pour enfants et accueil parascolaire

- 1) Des structures d'accueil extra-familial (crèches, garderies, etc.) pour les enfants de 0 à 4 ans devraient-elles être mises à disposition partout en Suisse ?

PS	Verts	PVL	PBD	UDC	PLR	UDC
oui	oui	oui	oui	plutôt oui	plutôt non	non

PBD: Gute Betreuungsstrukturen tragen zur Chancengerechtigkeit bei und erleichtern den Schuleintritt.

PVL: Tâche des cantons et communes, en fonction des besoins.

UDC: Nein, nicht flächendeckend, ist Sache der Gemeinden und Privaten vor Ort zu entscheiden und auch zu finanzieren.

- 2) Des structures d'accueil parascolaire (structures d'accueil de jour / écoles à journée continue) devraient-elles être mises à disposition partout en Suisse ?

PS	Verts	PVL	PBD	UDC	PLR	UDC
oui	oui	oui	oui	plutôt oui	plutôt oui	non

PBD: Die BDP hat die Schaffung von schulergänzenden Betreuungsstrukturen immer unterstützt und zum Beispiel schon vor Jahren die Einführung von Tagesschulen gefordert.

PVL: Tâche des cantons et communes, en fonction des besoins.

UDC: Nein, ist bedürfnisgerecht vor Ort in den Gemeinden zu entscheiden - Schulautonomie und auch Kosten sind entsprechend vor Ort zu tragen

- 3) Les structures d'accueil parascolaire (structures d'accueil de jour / écoles à journée continue) ont-elles besoin de personnel pédagogiquement formé ?

PS	Verts	PVL	PBD	UDC	PLR	UDC
oui	oui	plutôt non	plutôt non	non	plutôt non	plutôt non

PBD: In der Regel sollen Fachangestellte Betreuung eingesetzt werden. Punktuell kann es Modelle geben, in denen der Einsatz von pädagogisch ausgebildetem Personal sinnvoll sein kann. Wichtig ist, dass es nicht eine Voraussetzung ist und deshalb die Flexibilität bei den Modellen grösstmöglich ist.

- 4) Les personnes investies de l'autorité parentale devraient-elles contribuer financièrement aux coûts de prise en charge

- a) dans le cas de structures d'accueil extra-familial (garderies, crèches, etc.) ?

PS	Verts	PVL	PBD	UDC	PLR	UDC
plutôt oui	plutôt oui	plutôt oui	plutôt oui	oui	oui	oui

PBD: Die heutigen Kosten aber sind für den Mittelstand und die Gutverdienenden zu hoch. Das muss sich dringend ändern. Nebst den Vorteilen die es für das Kind hat, ist auch Grundbedingung für eine gute Vereinbarkeit von Familie und Beruf.

PDC: Die Kosten dürfen aber nicht zu hoch sein.

PS: L'effort des personnes investies de l'autorité parentale doit être proportionnel à la capacité économique. Pour les bas revenus, il faut mettre à disposition ces offres gratuitement.

- b) dans le cas de structures d'accueil parascolaire (structures d'accueil de jour / écoles à journée continue) ?

PS	Verts	PVL	PBD	UDC	PLR	UDC
plutôt oui	plutôt non	oui	plutôt oui	oui	plutôt non	oui

PBD: Eine geringe finanzielle Beteiligung ist durchaus zu verantworten. Es muss aber darauf geachtet werden, dass der Mittelstand nicht zu hoch belastet wird. Die Kosten sollten sich auf die Verpflegung beschränken. Grundsätzlich soll die Kostenlosigkeit der Schule erhalten bleiben.

Verts: Bei Tagesstrukturen: nein, ausser für Mittagsverpflegung.

PS: L'effort des personnes investies de l'autorité parentale devrait être proportionnel à la capacité économique.

Acquisition des langues étrangères

- 5) Tous les jeunes devraient-ils prendre part au moins une fois à un projet d'échange et de mobilité (linguistique) de longue durée au cours de leur formation (y compris le secondaire II) ?

PS	Verts	PVL	PBD	UDC	PLR	UDC
oui	oui	plutôt oui	oui	oui	oui	plutôt non

PBD: Dieser Austausch muss aber in ein Gesamtkonzept gebracht werden (Lektionenzahl, Mobilitätskonzept). Das heisst: ein längerer Sprachaustausch kann auch einen Einfluss auf die erteilten Lektionen haben, z.B. angerechnet werden etc.

PVL: C'est souhaitable, mais il ne faut pas le rendre obligatoire.

- 6) La Confédération devrait-elle cofinancer des programmes et des projets visant à promouvoir les échanges linguistiques en Suisse ?

PS	Verts	PVL	PBD	UDC	PLR	UDC
oui	oui	plutôt oui	oui	plutôt oui	plutôt non	plutôt non

Formation des enseignants du primaire (cycles 1 et 2)

- 7) Les enseignants du primaire (cycles 1 et 2) devraient-ils également être titulaires d'un master ?

PS	Verts	PVL	PBD	UDC	PLR	UDC
plutôt oui	plutôt oui	non	non	non	plutôt non	non

PBD: Wir haben gut ausgebildete Lehrpersonen.

Verts: Sie sollen damit für eine Fächergruppe ausgebildet/qualifiziert sein.

PS: Dans la perspective d'une revalorisation de la progression, nous sommes plutôt en faveur de cette proposition.

- 8) Les enseignants du primaire (cycles 1 et 2) devraient-ils être formés dans autant de matières que possible (formation de généraliste) ?

PS	Verts	PVL	PBD	UDC	PLR	UDC
oui	non	plutôt non	non	oui	plutôt oui	oui

PBD: Auch wenn es manchmal nicht ganz einfach ist bei der Rekrutierung, so hat das heutige Ausbildungssystem eben doch Vorteile.

Verts: Über die generalistische Ausbildung verfügen die Primarlehrpersonen durch die Matura. Die Lehrqualifikation sollte für eine Fächergruppe erlangt werden. Anzustreben ist: 3-4 Personen decken den Fächerkanon (inkl. musisch-kreative Fächer und Sport) für eine Doppelklasse ab.

Transition I (école obligatoire - secondaire II)

- 9) Est-ce que 95% d'une classe d'âge devraient, jusqu'à l'âge de 25 ans, être titulaires d'un diplôme du secondaire II ?

PS	Verts	PVL	PBD	UDC	PLR	UDC
oui	oui	oui	oui	oui	oui	plutôt oui

- 10) La formation obligatoire doit-elle durer jusqu'à l'âge de 18 ans ?

PS	Verts	PVL	PBD	UDC	PLR	UDC
oui	non	non	oui	non	plutôt non	non

Verts: elf Schuljahre

PS: L'Etat devrait garder une certaine responsabilité. Les situations où les jeunes de 15-16 ans sont encore sans orientation peuvent comporter un certain risque de décrochage.

- 11) Faut-il renforcer les mesures de transition pour les jeunes qui n'ont pas trouvé de place de formation après l'école (cycle 3) (par ex : année scolaire de préparation professionnelle, programmes d'emploi, conseil, case management, etc.) ?

PS	Verts	PVL	PBD	UDC	PLR	UDC
oui	oui	oui	plutôt oui	plutôt non	plutôt non	plutôt non

PBD: Es muss darauf geachtet werden, dass Brückenangebote in allen Kantonen angeboten werden (insb. Case Management).

Grüne: Pro Kanton prüfen, welche Ergänzungen nötig/sinnvoll sind. Massstab: Niemand wird abgehängt.

Égalité des chances

- 12) Faut-il réduire les grandes différences cantonales en matière de taux de maturités (maturités gymnasiales, professionnelles et spécialisées) ?

PS	Verts	PVL	PBD	UDC	PLR	UDC
plutôt oui	plutôt oui	non	plutôt non	non	plutôt non	non

PBD: Gerade im dualen Bildungssystem spielt die Quote in unseren Augen keine zentrale Rolle.

UDC: Für uns ist die Frage nicht ganz klar. Wir wollen die kantonalen Unterschiede bezüglich des Maturitätsniveaus verringern. Die CVP macht sich stark für ein qualitativ hochstehendes Gymnasium ohne systematische Erhöhung der Maturitätsquote.

Verts: Der Weg führt nicht über Zulassungsquoten oder „Aussieben“, sondern ab Vorschulstufe über spezifische Förderung.

PS: Harmonisation dans quel sens? Si cela va dans le sens d'une augmentation globale du nombre de titulaires d'une maturité (en particulier en ce qui concerne la maturité professionnelle), alors nous sommes tout à fait pour. Il faut tout de même veiller à tenir compte des diverses sensibilités cantonales.

- 13) Il est largement reconnu que la réussite scolaire des enfants et des adolescents dépend fortement du statut socio-économique de leurs parents. Les décideurs politiques devraient-ils prendre des mesures supplémentaires pour remédier à cette situation ?

PS	Verts	PVL	PBD	UDC	PLR	UDC
oui	oui	oui	plutôt oui	plutôt oui	plutôt non	non

PBD: Es gilt, spezifische und individuelle Massnahmen zu definieren, welche den unterschiedlichen Herausforderungen in den Kantonen und einzelnen Gemeinden gerecht werden.

Verts: Gefragt sind nicht nur Massnahmen im Bildungsbereich, sondern beispielsweise Arbeitsmarktpolitik, Vereinbarungsthematik, Armutsbekämpfung, Mindestlöhne, Wohnbauförderung, Tagesstrukturen (Tageschulen), ...

UDC: Es gibt heute genügend Möglichkeiten

Universités

- 14) Votre parti préconise-t-il en principe le soutien financier des universités publiques (parrainage de chaires et de projets de recherche, collecte de fonds) par des privés ou des entreprises ?

PS	Verts	PVL	PBD	UDC	PLR	UDC
non	non	oui	oui	plutôt oui	oui	oui

PVL: Sous condition d'indépendance scientifique.

Verts: Projektbezogene Förderung anwendungsorientierter Forschung sowie Subjektfinanzierung (z.B. für Weiterbildungsteilnehmende) ist aus Sicht der GRÜNEN ausreichend.

- 15) Faut-il renforcer la réglementation du soutien financier aux universités publiques (parrainage de chaires et de projets de recherche, collecte de fonds) par des privés ou des entreprises ?

PS	Verts	PVL	PBD	UDC	PLR	UDC
oui	oui	plutôt oui	plutôt non	non	non	non

PBD: Hier handelt es sich weniger um eine Frage der Regulierung, sondern um eine Frage der Haltung. Volle Transparenz ist ein Muss.

PDC: Es braucht keine stärkeren Regulierungen. Wir erwarten aber von den Hochschulen, dass sie transparent über die finanziellen Unterstützungen durch Private und die Wirtschaft informieren.

PS: Il faut une transparence totale des moyens privés engagés. Il faut des mesures pour préserver l'indépendance et l'autonomie de la recherche.

Protection de la santé à l'école

- 16) L'État devrait-il édicter certaines normes de protection de la santé (p. ex. par rapport à la taille des pièces ou à la qualité de l'air) pour les écoles, comme elles s'appliquent également aux bureaux en espace ouvert ?

PS	Verts	PVL	PBD	UDC	PLR	UDC
oui	oui	plutôt oui	plutôt non	non	non	non

PBD: Die kantonalen Vorgaben sollten genügen, bzw. die offiziellen staatlichen Qualitätsnormen von den Kantonen übernommen und angewandt werden.

PVL: Pour autant que ces normes n'existent pas déjà.

Verts: Normen zu Raumgrösse existieren schon: in kantonalen Verordnungen zum Schulhausbau.

- 17) Les inspections cantonales du travail doivent-elles vérifier le respect des normes sanitaires dans les écoles et, le cas échéant, ordonner des améliorations ?

PS	Verts	PVL	PBD	UDC	PLR	UDC
oui	plutôt non	plutôt oui	plutôt non	non	non	non

Verts: Wenn das Arbeitsinspektorat, dann würde es um die Gesundheitsschutzaspekte für die Lehrpersonen und das Schulpersonal gehen.

2.3 Discussion

Un grand nombre de questions clés révèlent des schémas clairs de réponses en fonction des orientations politiques fondamentales des partis. Dans la plupart des cas, il existe des blocs d'approbation ou de rejet clairement reconnaissables, mais différents selon le sujet.

Il y a des écarts par rapport à ce schéma de base dans certaines questions individuelles :

- Les Verts et le PLB, par exemple, sont les seuls partis à refuser la participation financière des parents ou des tuteurs légaux aux frais des structures d'accueil parascolaire (structures d'accueil de jour ou écoles à journée continue), alors que dans le cas des crèches, garderies, etc. - comme les autres partis - ils préconisent clairement ou plutôt cette participation.
- En ce qui concerne la formation des enseignants du primaire, les idées des partis sont très différentes. Seuls le PS et les Verts sont plutôt favorables à l'obtention d'un master, les autres partis s'y opposent. Cependant, le PS affirme clairement la question de savoir si les enseignants du primaire devraient recevoir une formation généraliste, tout comme le PDC et l'UDC (et dans une moindre mesure le PLR), alors que les Verts rejettent clairement cette idée, tout comme le PBD et le PVL.
- Le PS et le PBD soutiennent l'idée que la formation obligatoire devrait durer jusqu'à l'âge de 18 ans, telle qu'introduite par le canton de Genève. Tous les autres partis la rejettent clairement (Verts, PVL, PDC, UDC) ou plutôt (PLR).

3 Analyse de l'engagement des partis

Dans quelle mesure et dans quels domaines les sept partis se sont engagés aux niveaux fédéral et cantonal par des interventions parlementaires dans les sept domaines examinés pendant la législature (fédérale) actuelle 2016-2019 ? Pour répondre à cette question, une analyse des interventions parlementaires en matière de politique de l'éducation au niveau national et cantonal a été réalisée. Cette analyse est basée sur les bases de données curia vista (Assemblée fédérale) et forum@ides (www.edudoc.ch). Seules les interpellations, les motions, les postulats et les initiatives parlementaires ont été pris en compte.

Sur les 1'608 interventions de politique de l'éducation identifiées (1'263 au niveau cantonal et 345 au niveau fédéral), celles soumises par l'une des sept partis (N = 864) et se rapportant thématiquement aux questions clés d'intérêt ont été identifiées. Il s'agit de 79 interventions.

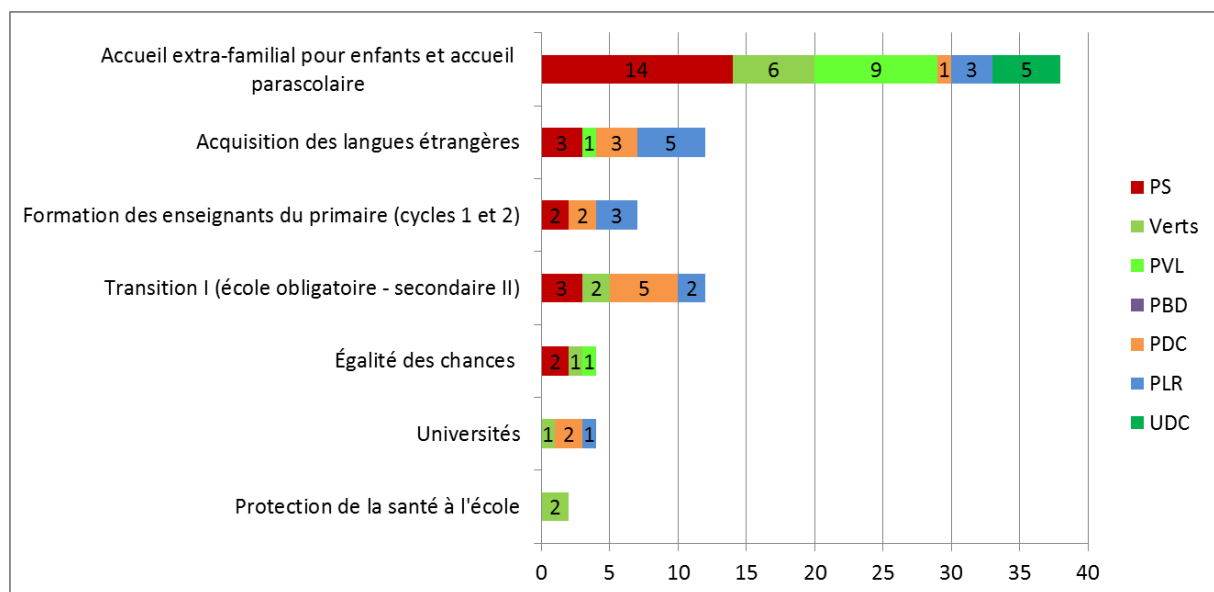
3.1 Interventions par thème

Près de la moitié des interventions examinées (38) concernaient l'accueil extra-familial pour enfants et l'accueil parascolaire (cf. figure 1). Ce sujet préoccupait tous les partis, mais surtout le PS, les Verts'libéraux, les Verts et l'UDC.

L'acquisition des langues étrangères et la transition I entre l'école obligatoire et le niveau secondaire II (y compris la formation professionnelle) ont été les deuxièmes sujets de préoccupation des partis (12 interventions par chaque sujet). Le PLR, le PDC, le PS et les Verts ont été particulièrement actifs dans ces domaines.

La formation des enseignants du primaire a fait l'objet de 7 interventions du PLR, du PDC et du PS. Il n'y a que peu d'interventions sur les autres thèmes abordés (égalité des chances, parrainage universitaire et protection de la santé).

Figure 1: Interventions par thème



3.2 Interventions par parti

La plupart des interventions sur les thèmes retenus proviennent du PS (24 ; tableau 2). Le PLR (14), le PDC (13), les Verts (12) et les PVL (11) suivent à une faible distance. Ces partis ont été tout aussi actifs dans les domaines considérés. L'UDC a présenté le deuxième plus grand nombre d'interventions en matière de politique de l'éducation au cours de cette période, mais seulement cinq sur les thèmes choisis. Le PBD n'a soumis que quelques interventions de politique de l'éducation, aucune sur les sujets considérés.

Tableau 2: Interventions en matière de politique de l'éducation par parti

	Nombre total d'interventions en matière de politique de l'éducation	Nombre d'interventions sur thèmes choisis	Part des interventions sur thèmes choisis	Interventions au niveau fédéral	Interventions au niveau cantonal (nombre de cantons)
PS	282	24	8.5%	4	20 (10)
PLR	100	14	14.0%	1	13 (6)
PDC	137	13	9.5%	6	7 (4)
Verts	88	12	13.6%	1	11 (7)
PVL	60	11	18.3%	0	11 (6)
UDC	176	5	2.8%	0	5 (2)
PBD	21	0	0%	0	0
Total	864	79	9.1%	12	67 (15)

Au niveau fédéral, le PDC (6) et le PS (4) sont ceux qui ont soumis le plus d'interventions sur les thèmes retenus. Le PLR et les Verts ont chacun soumis une intervention au Parlement fédéral. Le PS a soumis des interventions dans 10 cantons différents, les Verts dans 7, le PLR et les PVL dans 6 cantons différents. Les interventions du PDC ont été faites dans 4 cantons, les interventions de l'UDC proviennent de 2 cantons.

Au niveau cantonal, la plupart des interventions peut être trouvées dans les cantons de Bâle-Campagne (14), d'Argovie (11) et de Berne (9).

3.3 Demandes des partis

Qu'est-ce que les parties ont surtout préconisé - en ce qui concerne les principaux sujets abordés dans l'analyse - dans leurs interventions ? La figure 2 montre les sujets auxquels les interventions des différents partis se référaient.

La plupart des interventions du PS (14) portaient sur l'accueil extra-familial pour enfants et l'accueil parascolaire. Dans ce domaine, le PS a préconisé une expansion des offres et des tarifs favorables à la famille. L'engagement concerne à la fois le niveau fédéral (2 interventions) et le niveau cantonal (12). Les autres interventions de PS concernaient l'acquisition des langues étrangères, la transition I, la formation des enseignants du primaire et l'égalité des chances.

Les Verts se sont également fortement engagés en faveur de l'accueil extra-familial pour enfants et l'accueil parascolaire (6 interventions sur 12, toutes au niveau cantonal). Ils prônaient principalement une offre de structures d'accueil de jour axées sur la demande. Les Verts sont le seul parti à avoir présenté des interventions sur la protection de la santé dans les écoles. Il existe également des interventions sur la transition I, l'égalité des chances et l'indépendance de la recherche dans les universités.

L'accueil extra-familial pour enfants et l'accueil parascolaire forment également le thème principal des interventions de la PVL examinées ici (9 interventions sur 11, toutes au niveau cantonal). Le PVL a également préconisé que l'offre des structures d'accueil soit développée et adaptée aux besoins des familles.

Par rapport aux autres partis, les interventions du PDC et du PLR ont été réparties plus proportionnellement entre les sujets considérés. Le PDC s'est le plus souvent penché sur la transition I. Les 5 interventions correspondantes portaient sur les abandons d'apprentissage et l'expansion des offres de passerelles. Le PDC a fait campagne pour la promotion de l'apprentissage des langues étrangères dans 3 interventions. 2 interventions allaient à l'encontre d'un master pour les enseignants du primaire, 2 concernaient le parrainage universitaire. Dans le cas du PDC, on constate qu'une bonne moitié des interventions examinées ont été soumises au Parlement fédéral.

5 interventions du PLR visaient à promouvoir l'acquisition des langues étrangères et les échanges linguistiques. Trois interventions portaient chacune sur des questions relatives à l'accueil extra-familial pour enfants et l'accueil parascolaire et à la formation des enseignants du primaire. 2 autres interventions concernaient la transition I.

Les 5 interventions de l'UDC examinées ici (toutes au niveau cantonal) portaient exclusivement sur le thème de l'accueil extra-familial pour enfants et l'accueil parascolaire. L'UDC a surtout posé des questions critiques sur les tarifs et le recouvrement des coûts pour les services offerts.

Figure 2: Répartition thématique des interventions par parti

